

ge—Buckley Valley a dit que nous devons continuer la lutte au GATT et que nous devons défendre le Canada, l'industrie forestière, les petites localités et les petites entreprises ainsi que les travailleurs de ce secteur. Je suis d'accord avec lui.

Il faut tenir le gouvernement responsable de ce grave problème. Nous continuerons à exercer des pressions sur le gouvernement pour qu'il prenne les bonnes décisions ainsi que les mesures qui s'imposent et qu'il fasse en sorte que cette industrie ne disparaisse pas comme le dronte parce que c'est un gouvernement incompetent et incapable de résoudre les difficultés de cette industrie.

[Français]

M. François Gérin (Mégantic—Compton—Stanstead): Monsieur le Président, je suis heureux de participer à ce débat d'urgence sur toute cette question de bois d'oeuvre, une question importante, s'il en est, pour beaucoup de travailleurs du Canada, mais évidemment beaucoup aussi du Québec, et particulièrement en Estrie et en Beauce, qui sont les régions d'appartenance, en ce qui me concerne.

Je ne comprends pas, d'ailleurs, que le gouvernement n'ait pas accepté, dès l'instant où la demande lui a été faite, d'accorder ce débat d'urgence sur une question aussi urgente. Il a fallu que l'ensemble des partis d'opposition, le Bloc québécois entre autres, et quelques rares députés du gouvernement s'entendent pour dire au gouvernement: Voyons, cela n'a pas de bon sens, il faut réagir, on a un problème grave, il faut un débat d'urgence! Le gouvernement a résisté, a retardé le débat d'urgence. Aujourd'hui, on l'a. Mais tout cela pour vous dire, monsieur le Président, que cela démontre un peu que le gouvernement Mulroney a rencontré, semble-t-il, les plus hautes autorités et qu'il prétend, quand cela fait son affaire, qu'on est un très grand pays, le Canada faisant partie du Groupe des Sept. Quand cela ne fait pas son affaire, on est un très petit pays, un sur 108, lorsque l'on parle du GATT.

Alors, cela dénote un peu jusqu'à quel point le gouvernement se fout un peu de la situation qu'il cause à des travailleurs. Enfin, on a ce débat d'urgence, un peu tard, mais on l'a aujourd'hui. Un peu tard, cela me fait penser un peu à ce que le ministre d'État à l'Agriculture a dit tout à l'heure: Maintenant, nous allons agir. Bien oui, trop tard! Maintenant, nous allons agir, quand le mal est fait. Et c'est à peu près ce que ce gouvernement-là fait tout le temps: Maintenant, nous allons agir. Bien, il est pas mal tard pour agir, les amis d'en face, pas mal tard!

Ceux qui ont des scieries dans leur comté, vous irez expliquer aux travailleurs qui vont perdre leur emploi comment il se fait que ce gouvernement a agi aussi tard et aussi mal. Ce sont pourtant des milliers d'emplois au Québec qui sont en jeu.

Le bois d'oeuvre

• (2220)

Alors, ce soir, j'ai l'intention de vous dire jusqu'à quel point le gouvernement a agi de façon très cavalière avec les intérêts de ces travailleurs et toute cette question de bois d'oeuvre. Je ne comprends pas cette façon d'agir. Je ne comprends pas pourquoi on a agi de cette façon. Est-ce qu'on avait des intérêts cachés? Est-ce qu'on a quelque chose que l'on veut «dealer» en-dessous, en sacrifiant une industrie qui compte des milliers d'emplois au Québec? Parce que le Québec est plus perdant dans toute cette question de bois d'oeuvre que n'importe quelle autre province. Le Québec aurait pu régler ce problème-là sans l'aide du gouvernement canadien, et il l'aurait fait bien mieux.

Il y a aujourd'hui une usine qui a envoyé un avis de fermeture au ministre du Travail du Québec: 55 emplois. C'est une scierie qui vient de recevoir cet avis de taxe de 14,48 p. 100, et je vais vous en parler. Je peux vous dire aussi que j'ai certaines idées sur ce que le gouvernement canadien devrait faire pour essayer de recoller quelques éléments des pots qu'il a lui-même cassés.

Or, monsieur le Président, cette façon cavalière de traiter le dossier par le gouvernement a évidemment été dénoncée par l'Association des manufacturiers en bois de sciage du Québec. Avant la décision américaine, l'Association avait dit au gouvernement canadien: Ne laissez pas l'entente que nous avons avec les Américains à 3,1 p. 100. Ne faites pas cela, vous faites une erreur grave. Le gouvernement a passé outre. Le Conseil canadien de l'industrie forestière avait dit et demandé au gouvernement: Ne laissez pas tomber cette entente que nous avons avec les Américains à 3,1 p. 100. Cette entente fait notre affaire. Si vous enlevez cela, on va se retrouver avec un grave problème. Et vous connaissez notre ministre des Finances qui a augmenté le Budget de plus du double depuis qu'on est là, alors qu'à son premier discours sur le Budget, il était censé ne plus y avoir de déficit en 1990-1991.

Or, cette même personne-là, ce grand seigneur de Toronto, se moquant éperdument du gouvernement du Québec, se moquant éperdument de l'Association qui représente ces dizaines de scieries au Québec, a décidé unilatéralement de mettre fin à l'entente que nous avons avec les Américains à 3,1 p. 100. Le premier ministre, M. Mulroney, a décidé de le faire unilatéralement. Il a dit, de même que son ministre: Nous avons pris des précautions politiques. Il avait rencontré M. Bush qui ne lui avait pas répondu. Peut-être, comme on dit aujourd'hui dans à peu près tous les journaux américains, qu'il avait cru faire comme M. Bush avait demandé à ses électeurs il y a quelques années, *Read my lips*, puis il n'a pas lu grand chose. Une chose est certaine, c'est que ou bien le président Bush est un menteur, ou bien le premier ministre, M. Mulroney, s'est complètement trompé. Mais il y en a un des deux qui s'est fourvoyé en quelque part, puis